

- la petite bourgeoisie « peut se payer le médecin » tout court ;
- pour les classes ouvrière et paysanne, dont l'encadrement (hygiène sociale, médecine préventive...) est lamentablement bas, la Santé n'est strictement que le résultat d'un hasard ou d'une opération charitable (les hôpitaux, non rentabilisables, sont des lieux d'« assistance publique »).

2. Naissance de la Sécurité Sociale :

1945 marque un puissant mouvement offensif de la classe ouvrière qui réclame entre autres, le droit à la Santé. C'est-à-dire en fait, le droit pour chaque individu d'accéder à tous les soins curatifs et préventifs, physiques et psychiques, compatibles avec l'état de développement des forces productives, sans notion de rentabilité.

Cette revendication conjointement à d'autres signifiait, en 1945, que la classe ouvrière, entraînant avec elle la majorité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, posait le problème du POUVOIR. Cependant que le Parti communiste prônait « L'Union Nationale », la « remise sur pied de l'économie » sans même préciser pour le compte de qui...

Ainsi fut instituée la Sécurité Sociale, dont la signification était bien différente pour le Capital et pour la classe ouvrière.

Le Capital avait accordé la Sécurité Sociale comme un mal nécessaire : — car elle pouvait présenter dans la politique d'« Union Nationale » quelques avantages : relance de la consommation minimale (volant de sécurité en cas de crise² ; aide à la remise sur pied puis à la reproduction de la force de travail) — car elle était dénaturée dès le départ : en effet, l'Etat, c'est-à-dire la classe dominante, gardait en fin de compte le pouvoir de décision économique — donc gardait le pouvoir de fixer la part du budget attribuée à la Santé en fonction des intérêts économiques du Capital.

Pour la classe ouvrière, les prestations de Sécurité Sociale constituaient un salaire différé centralisé : une part importante du salaire (plus du quart) qui, au lieu d'être versés directement au travailleur était centralisée et gérée par des organes représentant l'ensemble de la classe. Cette masse salariale pouvait constituer, entre les mains du prolétariat, une arme redoutable dans la lutte contre l'organisation capitaliste de la santé. Hélas ! les « représentants » de la classe ouvrière, se comportant en « bons gestionnaires » (alors même que le plafonnement des cotisations faisait payer directement les ouvriers pour les cadres qui « consomment » trois fois plus de santé qu'eux), ne remirent nullement en cause le système capitaliste de distribution des soins. Pour éviter de braquer médecins et pharmaciens dont ils cherchaient, au nom de l'union avec les classes moyennes, l'alliance électorale, le P.C.F. et la C.G.T. laissèrent la Sécurité Sociale financer un système de soins régi par la recherche du profit. Ils laissèrent le gouvernement et le patronat démanteler peu à peu l'institution « démocratique » qu'était la S.S., en tant qu'ébauche d'auto-organisation de la classe ouvrière : le patronat affirmait que ses « cotisations » étant à l'origine du gros des ressources de la S.S., il devait avoir la première place dans la gestion. La comparaison des salaires français

2. Même en cas de chômage, la S.S. continue à verser certaines prestations, donc à assurer une certaine consommation.